

DOCUMENT DE SYNTHÈSE

Huitième rapport annuel consolidé du Fonds du Programme ONU-REDD (Rapport Annuel 2016)

Le Rapport annuel 2016 présente les résultats du Programme ONU-REDD entre janvier et décembre 2016, dans le cadre des réalisations majeures cumulées depuis le lancement du Programme en 2008. Le Rapport annuel 2016 insiste sur les progrès réalisés par rapport à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), au Cadre de Varsovie pour REDD+ et la mise en œuvre de REDD+ tout en tenant compte du cadre stratégique 2016-2020 du Programme alors que les pays partenaires passent de la préparation à la mise en œuvre. En décembre 2016, le Programme ONU-REDD avait 64 pays partenaires à travers l'Asie et le Pacifique, l'Afrique, l'Amérique latine et les Caraïbes.

En 2016, le Programme ONU-REDD a de plus en plus concentré ses efforts pour aider les pays à progresser vers la réalisation des piliers du Cadre de Varsovie pour REDD+, exigences qui doivent être finalisées avant de pouvoir être admissible aux paiements basés sur les résultats. Le cadre, adopté en 2013, établit quatre exigences de préparation à REDD+ : Stratégies nationales de REDD+ et plans d'action (NS/AP), Systèmes nationaux de surveillance des forêts (SNSF), Niveau d'émission de référence pour les forêts/niveau de référence pour les forêts (NERF/NRF) et Système d'information sur les garanties (SIG).

Ancré dans une approche axée sur les droits de l'homme, le Programme ONU-REDD a encore renforcé sa volonté d'impliquer les parties prenantes en 2016 à travers l'élaboration de mécanismes permettant l'inclusion entière et effective des femmes, des populations autochtones, des organisations de la société civile, des communautés locales et d'autres parties prenantes dans la conception et la prise de décisions pour les actions de REDD+.

En 2016, 51 pays ont reçu un appui personnalisé du Programme ONU-REDD à travers des programmes nationaux, un appui ciblé, une assistance technique, des initiatives REDD+ à assise communautaire, et des évaluations des besoins nationaux et régionaux. En plus des 14 Programmes nationaux, le Programme ONU-REDD a fourni un appui ciblé à 22 pays et deux régions, et fourni une assistance technique et un soutien à 51 pays entre janvier et décembre 2016. Le Programme a également finalisé les évaluations des besoins dans sept pays et deux régions, ce qui s'est révélé essentiel pour identifier les lacunes, ainsi que les enseignements tirés et les opportunités de coopération sud-sud.

La programmation d'ONU-REDD a intégré les enseignements tirés afin d'améliorer la gamme et la flexibilité des mécanismes de prestation et de correspondre au mieux aux besoins des pays, et de fournir rapidement une expertise technique pour maximiser l'efficacité et l'efficacé afin d'aider les pays partenaires à passer de la préparation à la mise en œuvre de REDD. Les résultats au niveau national sont présentés en détail dans la section 4 du rapport annuel.

Progrès par rapport au Cadre de Varsovie pour REDD+

Depuis l'adoption du Cadre de Varsovie pour REDD+ par la CCNUCC, le Programme ONU-REDD a aligné ses efforts et les rapports sur les résultats sur les quatre piliers de «préparation» du cadre.

Le Programme ONU-REDD a soutenu, au total, 32 pays à faire avancer leurs stratégies nationales REDD+ ou plans d'action depuis 2013. Parmi eux, neuf ont été finalisés ou adoptés (République démocratique du Congo, Indonésie, Philippines, Tanzanie, Viet Nam, Zambie, Chili, Équateur et Pérou), dont les trois qui ont été approuvés en 2016: Chili, Équateur et Pérou.

Le Programme ONU-REDD a également fourni un appui technique et politique significatif à 12 pays (Colombie, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Équateur, Mongolie, Myanmar, Népal, Paraguay, Pérou, République du Congo, Sri Lanka et Zambie) afin d'élaborer des politiques et des mesures pour la mise en œuvre de REDD+. Les résultats sont intégrés dans les stratégies nationales ou sous-nationales de REDD+, les plans d'investissement ou les conceptions d'actions spécifiques en fonction du contexte national. Les termes «politiques et mesures» (PAM) et «actions REDD+» sont utilisés de manière interchangeable dans le rapport.

Avec l'appui du Programme ONU-REDD, 40 pays ont fait des progrès dans l'élaboration de leur SFNS. En 2016, le Programme a soutenu 17 gouvernements dans la réalisation de leurs inventaires forestiers nationaux (IFN). Le Bangladesh, la Côte d'Ivoire et la Papouasie-Nouvelle-Guinée ont lancé leurs IFN au cours de l'année tandis que l'Éthiopie et la Zambie ont achevé leurs inventaires forestiers nationaux. Le [Bangladesh](#), la Papouasie-Nouvelle-Guinée, le [Sri Lanka](#) et la [Zambie](#) ont également lancé des portails internet SNSF fournissant des informations à jour sur le couvert végétal en provenance des systèmes de surveillance des terres par satellite.

Sur les 25 pays qui ont soumis leurs NERF/NRF à la CCNUCC, plus de 70 pour cent ont reçu un appui du Programme ONU-REDD. Vingt pays en tout ont reçu une aide du Programme en 2016 pour préparer et soumettre les niveaux de référence à la CCNUCC, ou un appui continu pour améliorer les mesures soumises en 2015. Le Cambodge, la Côte d'Ivoire, le Honduras, le Népal, l'Ouganda la Papouasie-Nouvelle-Guinée et le Sri Lanka ont soumis leurs NERF/NRF à la CCNUCC en 2016 ou au début 2017.

Le Programme ONU-REDD a appuyé 13 pays partenaires dans la préparation de leurs approches nationales pour répondre aux exigences de la CCNUCC sur les garanties. En outre, six pays sont proches de conclure la première itération de la conception de leurs systèmes d'information sur les garanties (SIG), et quatre ont commencé à travailler sur leurs premières synthèses d'informations. Le Programme a aidé les pays à lier de plus en plus leurs approches de garantie à l'élaboration de leur stratégie ou de leur plan d'action national REDD+.

Voie vers la mise en œuvre de REDD+

S'appuyant sur huit années d'expérience de préparation de REDD+, la prochaine étape pour le Programme ONU-REDD consiste à se concentrer sur les pays qui avancent de manière tangible vers la mise en œuvre de REDD+, notamment la préparation pour les paiements basés sur les résultats et la mobilisation des ressources, de sorte que le Programme ONU-REDD puisse être un catalyseur pour des cas réussis de REDD+ à l'horizon 2020.

Parmi les pays partenaire d'ONU-REDD, l'Équateur demeure un pionnier dans la mise en œuvre de REDD+, devenant le deuxième pays – après le Brésil – à remplir toutes les exigences du Cadre de Varsovie pour REDD+ afin de recevoir des paiements basés sur les résultats. Le Programme ONU-REDD appuie les efforts de préparation de l'Équateur depuis 2012. En 2016, l'Équateur a déclaré des réductions d'émission de plus de 28 MMT CO2 entre 2008 et 2014 et, en octobre, est devenu le premier pays à recevoir un cofinancement du Fonds vert pour le climat afin de mettre en œuvre des politiques et des mesures pour réduire les émissions provenant de la déforestation grâce à un plan d'action national de REDD+. Les réalisations des autres pays partenaires d'ONU-REDD dans ce domaine positionnent le

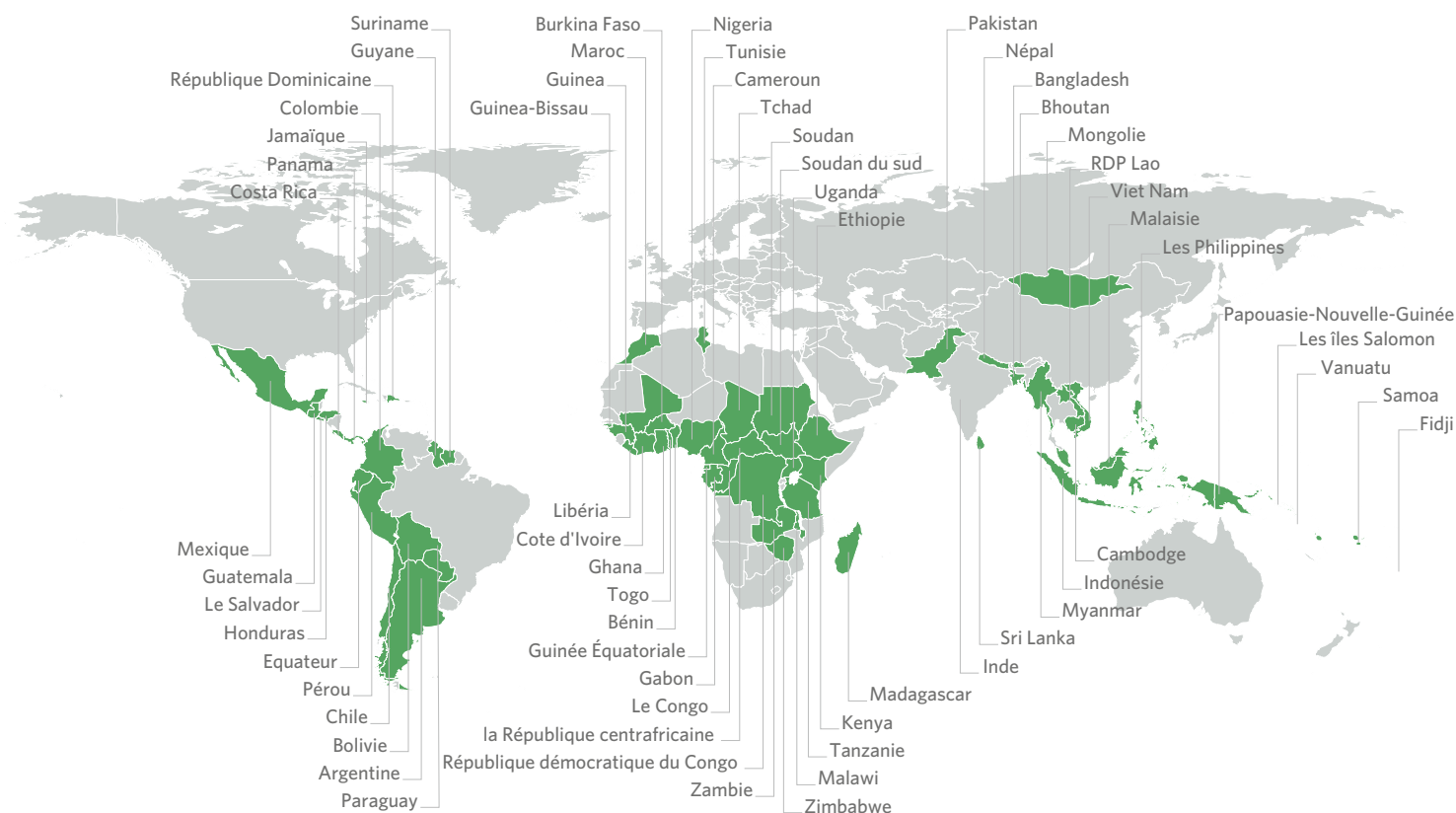
Programme comme partenaire chef de file dans la mise en œuvre des dispositions de la CCNUCC sur REDD+.

Comme cela est détaillé dans le rapport annuel, l'appui du Programme ONU-REDD pour la mise en œuvre de REDD+ en 2016 est allé au-delà de la réalisation des piliers de Varsovie. Le Programme a aidé des pays à transformer leur stratégie nationale en plan d'investissement pour la mobilisation des ressources, étape essentielle pour garantir la durabilité des actions de REDD+. En 2016, cinq pays ont reçu un soutien du Programme ONU-REDD pour élaborer des cadres ou des plans d'investissement.

Thèmes transversaux

L'appui du Programme ONU-REDD pour la mise en œuvre du Cadre de Varsovie pour REDD+, ancré dans une approche axée sur les droits de l'homme de la politique de développement, est complété par des efforts pour garantir un engagement et une participation multipartites dans la conception et la mise en œuvre des actions REDD+. Cela inclut la prise en considération et l'intégration de l'égalité des genres, l'inclusion sociale, des actions pour REDD+ à assise communautaire (CBR+), l'engagement du secteur privé et l'analyse des problèmes

Les pays partenaires du Programme ONU-REDD



En outre, le soutien pour les îles Cook, la Gambie, Kiribati, les Îles Marshall, le Niger, Palau, le Sénégal, la Sierra Leone, Tonga et Tuvalu.



fonciers. Ces domaines ont été enrichis par une solide composante de communication et de gestion des connaissances au niveau mondial, ce qui a accru davantage les opportunités de partage des connaissances et facilité la coopération et l'échange sud-sud.

CBR+: L'initiative CBR+ – conçue en partenariat avec le programme de microfinancements (SGP) du Fonds pour l'environnement mondial – est mise à l'essai dans six pays: Cambodge, République démocratique du Congo, Nigéria, Panama, Paraguay et Sri Lanka. À ce jour, 3,5 millions USD ont été engagés rien que pour les subventions communautaires, représentant 94 subventions individuelles appuyant des actions REDD+ locales mises en œuvre par les populations autochtones, les communautés forestières et les organisations de la société civile.

Inclusion sociale: En 2016, le Programme a continué à appuyer plus de 25 pays partenaires dans la gestion de plateformes participatives qui permettent et intègrent les points de vue et propositions des populations autochtones et des communautés forestières, entre autres parties prenantes, et informent également les politiques et institutions nationales pour REDD+. Tous les pays appuyés par le Programme ONU-REDD ont maintenant des mécanismes participatifs pour soutenir leurs processus nationaux REDD+. En 2016, les pays suivants se distinguent pour l'ampleur et la qualité de leurs efforts de politique participative: Colombie, Côte d'Ivoire, Honduras,

Kenya, Mongolie et Sri Lanka. Ces initiatives ont permis l'inclusion de questions des droits de l'homme, comme le droit à la participation du public, le consentement préalable, libre et éclairé, et du régime foncier dans les processus politiques REDD+.

Genre: En 2016, les pays partenaires d'ONU-REDD ont continué à progresser régulièrement vers l'intégration de la dimension genre comme élément transversal des processus REDD+ menés au niveau national. Parmi les résultats, figurent l'intégration du genre et des considérations sur l'autonomisation des femmes au sein des directives nationales sur l'engagement des parties prenantes au Myanmar et l'étude du Kenya sur l'amélioration de l'efficacité dans les opérations forestières et le traitement des produits de la forêt. L'intégration par le Paraguay de la problématique hommes-femmes dans la revue par le pays des garanties de Cancun a également été une réalisation notable. La note méthodologique du Programme ONU-REDD sur le genre, élaborée en 2016, permettra de guider les gouvernements et les parties prenantes nationales dans l'intégration du genre tout au long du cycle politique de REDD+.

Engagement du secteur privé: Compte tenu de l'importance du secteur privé dans la lutte contre la déforestation, il y a de la part des partenaires d'ONU-REDD une demande croissante pour s'engager avec des petites, moyennes et grandes entreprises. Cet engagement est essentiel pour offrir le bon cadre propice grâce aux plans d'action/stratégies REDD+ ainsi qu'aux politiques et

mesures indiquées dans les plans d'investissement. En 2016, le Programme ONU-REDD a travaillé avec 11 pays (Colombie, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Équateur, Éthiopie, Indonésie, Ghana, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pérou et Zambie) sur l'engagement du secteur privé et l'économie verte. Le Programme ONU-REDD a également poursuivi son effort pour le Programme Green Commodities à travers des activités et initiatives mondiales et nationales innovantes.

Régime foncier et gouvernance: En décembre 2016, le Programme ONU-REDD a soutenu 10 pays (Bénin, Kenya, Madagascar, Malawi, RDP Lao, Sri Lanka, Tunisie, Ouganda, Viet Nam et Zambie) pour mener des évaluations de leurs régimes fonciers dans le cadre de REDD+. En outre, le Programme ONU-REDD a aidé 19 pays à améliorer la gouvernance de leurs forêts. En 2016, l'accent a été mis sur les dispositifs institutionnels et juridiques nationaux pour la coordination de REDD+ et les systèmes nationaux de surveillance des forêts (SNSF) sécurisant et protégeant les droits fonciers des populations vulnérables et renforçant la gestion durable des forêts pour REDD+ et l'application des réglementations forestières, gouvernance et échanges commerciaux (FLEGT).

Gestion des connaissances et communication: Les communications institutionnelles du Programme ONU-REDD visent de plus en plus l'identification et la communication d'histoires d'impacts de la part de pays partenaires en tant qu'outils d'engagement, de transfert de connaissances et d'autonomisation. En 2016, le Programme a répondu à la demande croissante des pays et organisé 102 événements consacrés aux connaissances, dont des ateliers et des formations (34 pour cent des participants étaient des femmes) avec un taux global de satisfaction de 89 pour cent. En outre, le Programme a développé 56 produits de connaissances, nombre d'entre eux dans plusieurs langues.

Le Programme a également renforcé ses efforts de sensibilisation et d'échanges sur REDD+ via l'espace de travail d'ONU-REDD, des blogs et en offrant un renforcement des capacités nationales à travers l'Académie REDD+. En 2016, 36 sessions de formation en tête à tête de l'Académie REDD+ ont renforcé les capacités de plus d'un millier de participants des pays partenaires, dont 27 pour cent étaient des femmes.

Situation financière

Grâce au soutien permanent de sept donateurs – Danemark, Espagne, Japon, Luxembourg, Norvège, Suisse et Union

européenne – le Programme ONU-REDD a reçu un financement total de 280,1 millions USD en décembre 2016. De ce total, un montant net de 271,7 millions USD (96 pour cent) a été reçu par les agences participantes (FAO, PNUD et UN Environment), dont 223,9 millions USD (82,4 pour cent) ont été dépensés. En 2016, les contributions reçues se sont élevées à 13,1 millions USD, les transferts aux agences ont totalisé 32,9 millions USD et les dépenses 43,8 millions USD.

Perspective

Les pays continuent de rechercher un appui de grande ampleur de la part du Programme ONU-REDD: appui technique, conseils politiques, renforcement des capacités et accès au financement de REDD+. Sur les 64 pays partenaires, la moitié expriment régulièrement le besoin de l'appui du Programme pour leurs efforts envers REDD+, surtout après que l'Accord de Paris a approuvé REDD+ et que les pays ont commencé à préparer des contributions déterminées au niveau national (NDC) avec des composantes pour la gestion de l'utilisation des forêts et des terres. Par conséquent, le Programme ONU-REDD s'est réorienté vers l'aide technique d'experts pour aider les pays pionniers à présenter la mise en œuvre de REDD+, tout en développant des outils de gestion des connaissances pour inspirer et appuyer une plus grande préparation des communautés.

Afin de réaliser ces objectifs, le Programme ONU-REDD continuera de renforcer sa base de donateurs grâce à une stratégie de mobilisation des ressources axée sur la diversification des bailleurs de fonds, ainsi qu'en recherchant des opportunités de synergies et de collaboration avec des initiatives mondiales de REDD+, notamment le Fonds vert pour le climat.

L'année 2016 a représenté une année de transition pour le Programme ONU-REDD, ce rapport donne donc également un aperçu du processus de planification qui a eu lieu afin de reconfigurer la stratégie du Programme et de garantir l'alignement avec les besoins et demandes des pays forestiers.

Les rapports annuels complets de chaque programme national et du soutien à l'action nationale REDD+: Programme cadre mondial 2011-2016 (SNA), sont présentés respectivement aux annexes 1-13 et à l'annexe 14, (accessibles [ici](#)).